

L'espoir à l'épreuve de l'expérience grecque

L'Europe a connu un tournant historique dans la période qui va de l'élection de Syriza aux événements de juillet dernier, laquelle a révélé les enjeux politiques de la crise de la dette grecque. Alors que ce parti a apporté l'immense espoir d'une alternative à l'Europe néolibérale, où en est-on aujourd'hui ?

Daniel RALLET, membre du bureau d'Attac

Après la guerre, une nouvelle idée de l'Europe est apparue, basée sur la paix, la solidarité entre les nations et un modèle social de progrès. A partir de la fin des années 1980, la « concurrence libre et non faussée » est devenue le principe politique de l'Union européenne, et les politiques libérales ont été institutionnalisées dans des traités.

La crise de 2008 a été utilisée comme un levier pour faire accélérer cette évolution, avec des politiques d'austérité dévastatrices, notamment dans le sud de l'Europe. Face à cette attaque contre leur niveau de vie et leurs droits sociaux, les populations des pays d'Europe du Sud se sont engagées dans des mouvements sociaux de grande ampleur (en particulier les « Indignés » et « Marées » en Espagne, les mouvements des places et d'auto-organisation en Grèce), renforçant ainsi leur politisation. Mais ces mouvements n'ont pu se maintenir, face à la détermination des gouvernements et des « troïkas » (constituées de représentants de la BCE, du FMI et de l'UE).

C'est dans ce contexte que de nouvelles forces politiques (Syriza, Podemos), étrangères au « système », ont émergé, sur la base d'une alternative progressiste. L'impasse dans laquelle se trouvaient les mouvements sociaux face à la détermination des troïkas a ainsi été dénouée, sur le plan politique. Mais c'est une société épuisée qui a placé ses espoirs en Syriza, en janvier. C'est aussi une société qui s'est mise en attente des résultats des « négociations » engagées par le gouvernement avec les institutions européennes. Dans ces négociations entre Etats, les mouvements sociaux sont devenus spectateurs ou supporters, mais ils n'étaient plus acteurs ni autonomes. Tout est devenu dépendant du calendrier de ces négociations et des pressions exercées jour après jour par les créanciers. Entièrement préoccupé par ce face-à-face pesant, le gouvernement n'a pas pris les initiatives économiques, sociales et politiques qui auraient pu susciter un soutien populaire.

L'échec d'un compromis raisonnable

La démarche du gouvernement Tsipras était fondée sur l'idée qu'un compromis raisonnable fondé sur une argumentation économique rationnelle pouvait être imposé aux « élites » européennes dès lors qu'il disposait d'un mandat démocratique clair (refus d'un nouveau mémorandum d'austérité et maintien dans la zone euro), mandat qu'il s'engageait à respecter devant ses électeurs. Il n'était donc pas a priori nécessaire de préparer un « plan B » en cas d'échec des négociations, même si, selon Yanis Varoufakis, ancien ministre des Finances grec, l'hypothèse avait été envisagée. En s'abstenant de prévoir des mesures unilatérales comme un moratoire partiel sur la dette (entre janvier et juin, la Grèce a remboursé à ses créanciers l'équivalent de 7 % du PIB !), ou sur le contrôle des banques, la création d'une monnaie interne, le gouvernement grec se privait d'atouts, d'autant qu'en affirmant son maintien dans la zone euro comme une priorité inconditionnelle, il perdait une carte vitale face à un adversaire qui agitait la menace du « Grexit » – soit la sortie de la Grèce de la zone euro.

Dans un rapport de forces très défavorable (dix-huit Etats en plus des « institutions », contre un petit pays), le gouvernement Syriza a affronté les créanciers avec beaucoup de courage. Nous serions mal placés, surtout en France, pour donner des leçons. Ce qui n'empêche pas d'essayer de tirer des enseignements de cette expérience. S'il a manqué un « plan B », ce n'est pas fondamentalement au sens de mesures économiques qui auraient assuré à la Grèce une protection, car soyons assurés que les institutions auraient poursuivi avec acharnement le gouvernement grec de leur haine, y compris si celui-ci avait fait le choix de sortir de la zone euro. Le « plan B » s'entendait au plan politique : il supposait une mobilisation active de la société grecque s'appuyant sur des initiatives du gouvernement et, sur cette base, la possibilité de lancer un appel à la mobilisation en Europe. On a essayé d'expliquer pourquoi la situation politique en Grèce, jusqu'au référendum, rendait cette hypothèse difficile.

Mais le référendum du 5 juillet a mobilisé tout un peuple et a considérablement changé la donne. Dès lors, le gouvernement grec avait en main une carte radicale qui pouvait lui permettre de défier son adversaire en le déstabilisant, en suscitant des mobilisations dans d'autres pays. Il n'a pas tenté ce défi dont l'issue était incertaine, et, au prix d'une reddition, s'est maintenu au pouvoir, espérant pouvoir résister dans l'application de ce mémorandum pourtant insoutenable. C'était un pari risqué car les effets politiques sont très négatifs : inévitable division de Syriza, mécontentement populaire avec la mise en œuvre du mémorandum, difficulté pour Tsipras d'une campagne électorale pour défendre un nouveau mémorandum après avoir combattu les précédents.

Démobiliser les porteurs d'espoir

Le gouvernement Tsipras a sous-estimé la détermination de son adversaire et surestimé ses divisions internes. Comme le raconte Y. Varoufakis, les « négociations » n'ont été qu'un simulacre. Dans les réunions de l'Eurogroupe, on ne discutait jamais des propositions grecques. Par principe elles étaient « insuffisantes » et ne respectaient pas les « règles ». Les institutions ne cherchaient pas des solutions cohérentes susceptibles d'améliorer la situation de la Grèce et de contribuer au remboursement des créanciers. La BCE a organisé, dès février, l'asphyxie financière de la Grèce. Tous les moyens économiques et politiques ont été mobilisés pour organiser un coup d'Etat financier, fin juin. L'objectif était clair, et il était aussi politique : en refermant la « parenthèse de gauche », supprimer radicalement tout espoir d'alternative en Europe et démobiliser les porteurs de cet espoir. Ce message s'adressait à tous les peuples d'Europe, ce qui explique sa violence, car pour écraser la petite Grèce il n'était pas nécessaire de mobiliser tous les chars disponibles (BCE, FMI, Eurogroupe, banques, dix-huit Etats...). Syriza savait tout cela, comme l'ensemble des forces progressistes européennes. C'est d'ailleurs sur cet argument que des mobilisations ont été organisées depuis janvier 2015 : « ce n'est pas un problème grec, c'est le nôtre ». Mais il s'est passé quelque chose d'important entre le 5 et le 12 juillet. L'extraordinaire élan politique d'un peuple s'est heurté violemment à la brutalité des institutions, leur cynisme agissant à visage découvert pour transformer la Grèce en protectorat, reléguant ainsi la démocratie au titre d'accessoire inutile. L'enjeu devait être de taille pour que les institutions prennent le risque de dévoiler aux yeux de l'opinion européenne leur nature profonde.

L'Union européenne, « cage de fer » pour les peuples : nul doute que l'apparition de cette vérité va cheminer dans les consciences des opinions et alimenter des débats stratégiques. D'où des questions sur la nature de l'adversaire. Est-on toujours face à un Etat-providence, s'inscrivant dans la démocratie et le dialogue social ? Ou cet adversaire a-t-il changé de nature ? C'est tout le débat sur les politiques d'austérité : est-ce un programme économique erroné ou un programme politique cohérent et radical de transformation sociale qui suppose un passage en force ?

Quelles perspectives aujourd'hui ?

L'expérience grecque a soulevé un immense espoir, et une large partie de l'opinion a été scandalisée par le traitement imposé aux Grecs. De nombreuses initiatives de solidarité sont venues de la société civile. Pourtant, il faut constater que le succès des manifestations a été relatif. Ce qui arrive aux Grecs est perçu comme une menace (c'est le « pire »), et une façon de s'en protéger, c'est de se convaincre que nous ne sommes pas comme eux (d'où le « succès » des arguments sur les Grecs qui ne paient pas d'impôts...), que nous pouvons nous protéger en acceptant le « moins pire », qui est le nôtre aujourd'hui. Dans le même temps, les gouvernements et les médias ont encouragé les égoïsmes nationaux (« on ne veut pas payer pour les Grecs »), l'argument de la dette créant l'illusion que c'est la victime qui commet le méfait. C'est donc au nom de cette « morale » qu'on peut penser l'inimaginable : détruire les droits humains et les droits sociaux, justifier des rapports de domination en Europe entre pays créanciers et débiteurs, entre Nord et Sud.

Ces discours résonnent explicitement avec ceux tenus sur les migrants. Plutôt que de traiter au fond la question de la dette et celle des migrants, on désigne à la vindicte des peuples européens des boucs émissaires, donnant à cette Europe un sinistre visage.

Si les manifestations de solidarité en Europe n'ont pas été à la hauteur de l'enjeu, c'est aussi parce que les grandes forces traditionnelles, notamment syndicales, ne se sont pas vraiment investies dans ces mobilisations. C'est particulièrement le cas en France : bien sûr, ces forces ont signé des appels, elles

ont aussi assez bien analysé l'enjeu que représentait cette expérience pour ouvrir des perspectives d'alternatives en Europe, mais elles n'ont pas réellement pris d'initiatives propres. Les attitudes défensives, auxquelles beaucoup de forces sociales sont acculées par les attaques néolibérales répétées, créent des phénomènes de repli peu propices à l'intégration de l'Europe comme question stratégique. Pourtant les deux questions, nationale et européenne, sont intimement liées et les faiblesses des mobilisations à ces deux niveaux s'entretiennent mutuellement. En cause également, l'état du mouvement syndical européen et la difficulté à construire des convergences européennes (1). Plus fondamentalement, si l'on considère que l'on est entré dans une nouvelle époque, l'expérience grecque pose à l'ensemble des forces progressistes une question stratégique : comment faire face à cette situation nouvelle ? On comprend l'hésitation à affronter un sujet aussi important... mais ne pas le faire risque de coûter cher.

Quel projet politique pour l'Europe ?

Les derniers événements ont renforcé un courant d'opinion favorable à la « sortie de l'euro », voire de l'Union européenne. Puisque celle-ci est devenue une cage de fer, il faut des « ruptures » au niveau national pour pouvoir développer des alternatives et en faire un élément central des politiques alternatives. Dans un livre récent, Attac a défendu l'idée qu'un gouvernement voulant une autre politique devrait « désobéir » aux institutions européennes (qui sont d'ailleurs les premières à ne pas respecter leurs règles, comme le montrent les multiples mesures illégales utilisées pour écraser la Grèce), tout en cherchant des convergences avec d'autres pays. Cette notion de « désobéissance » doit être creusée et la réflexion doit porter sur ce que pourraient être des institutions démocratiques. Sortir de l'euro peut être un outil à un moment donné, mais ce n'est pas un projet politique.

Quel est ce projet politique ? Les progressistes doivent prendre au sérieux et combattre la montée de la xénophobie, la fragmentation de l'Europe entre peuples concurrents voire adversaires, le repli illusoire derrière des barrières nationales. « Oui » pour l'affrontement avec les institutions de l'Union européenne, mais pour construire un projet d'émancipation fondé sur la coopération entre les peuples. Nous sommes en Europe et depuis mal de temps, disent les Grecs. C'est notre maison, et on veut nous en expulser. C'est aux peuples de construire cette maison, pas aux financiers et aux gouvernements qui leur sont dévoués.

(1) Voir le chapitre 5 du livre d'Attac, *Que faire de l'Europe ? Désobéir pour reconstruire*, Les Liens qui libèrent, 2014.